– II –

BYZANCE AU TEMPS DES LUMIÈRES*

Il est facile d'avoir l'impression que la perception de Byzance au temps des Lumières se résume par ces quelques mots de Montesquieu, « un tissu de révoltes, de séditions, de perfidies », dans le chapitre XXI, intitulé « Désordres dans l'empire d'Orient » de ses « Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence » (1734) ; ou encore par ceux de Voltaire dans son *Pyrrhonisme de l'histoire* (1768) : « C'est ainsi cependant qu'on a écrit l'*Histoire romaine* depuis Tacite. Il en est une autre encore plus ridicule : c'est l'*Histoire byzantine*. Cet indigne recueil ne contient que des déclamations et des miracles : il est l'opprobre de l'esprit humain, comme l'empire grec était l'opprobre de la terre ».

Cette représentation négative ne naît pas de rien. Malgré l'intérêt qui avait déjà été porté à l'histoire byzantine[1], la chute finale de l'empire apparaissait nécessairement comme l'aboutissement d'une évolution négative. Montesquieu n'a pas été le premier à utiliser les termes de « grandeur et décadence ». Blaise de Vigenère avait donné, en 1557, à sa traduction de l'historien byzantin Chalkokondylès, le titre de *Histoire de la décadence de l'empire grec et establissement de celuy des Turcs*. Cette chute finale était précédée par un autre moment qui apparaissait comme l'aboutissement d'une décadence, la disparition de l'empire romain en Occident, l'empire d'Orient étant une sorte de pâle continuateur de l'empire romain. Cette continuation orientale perd ensuite toute légitimité : l'accession en 797 d'une femme, Irène, au trône justifie le transfert de l'empire en Occident, marqué par le couronnement de Charlemagne. L'empire d'Orient deviendra encore plus condamnable en raison de sa rupture avec Rome. Cette conception de l'évolution, qui est celle retracée par le Père Maimbourg, qui, écrivant entre 1673 et 1679 une série de volumes sur l'histoire de l'empire romain, sur lesquels nous reviendrons plus loin, montre un empire devenant de plus en faible, sinon marginal au fil des siècles. Les éléments négatifs pour parler de l'empire byzantin étaient donc déjà bien présents et ne demandaient qu'à passer au premier plan.

Ce rejet de Byzance au XVIII^e^ siècle et le déclin de l'intérêt qu'on lui portait peuvent sembler paradoxaux, après deux siècles où ce qu'il ne faut pas encore appeler les études byzantines a été florissant. En simplifiant un peu, on pourrait dire que le XVI^e^ siècle a été,

* [Ce texte est paru en allemand sous le titre Das Byzanzbild in der Zeit der Aufklärung dans *Wege nach Byzanz*, éd. B. Fourlas et V. Tsamakda, Mayence 2011, p. 112-121, sans notes de bas de pages, à la demande des éditeurs, et avec une bibliographie finale. Je reprends ici, sous la même forme, le texte français originel, en ajoutant quelques précisions dans des notes de bas de page.]

1. [Voir aussi, texte n° I dans ce volume.]

du point de vue de la connaissance de Byzance, le siècle de l'Allemagne, le XVII^e^ celui de la France. L'utilisation de ce terme « études byzantines » empêche de voir que le monde byzantin, au moins encore au XVI^e^ siècle, n'était pas un objet d'histoire, mais un sujet d'actualité. La menace turque, encore longtemps présente, empêche d'oublier l'empire byzantin et soulève des interrogations sur sa disparition. Le renouveau de la connaissance du grec se fait par l'intermédiaire des intellectuels byzantins. De plus, non seulement l'histoire byzantine, mais l'évolution historique en général étaient vues dans la continuité de l'antiquité, les textes byzantins étaient lus dans cette perspective, ce qui, peut-être, nous échappe à cause d'une périodisation qui, depuis le XIX^e^ siècle, s'est généralisée au point d'apparaître comme une évidence. Comme le montre encore la série d'œuvres écrites par Louis Maimbourg, l'histoire de l'empire romain se prolongeait sans rupture dans celle de l'empire byzantin et dans celle du Saint Empire et cette histoire n'était pas encore achevée. Il n'y avait pas, dans la perception de l'histoire, cette rupture qui a été introduite plus tard par l'historiographie avec un Moyen Âge qui serait radicalement différent de ce qui le précédait et qu'il faudrait ignorer pour mieux comprendre l'Antiquité, une autre rupture, la « Renaissance » permettant ce retour en arrière. La Réforme a fait que c'est en Allemagne, plus qu'en France, que des textes byzantins ont été, dans un premier temps, édités en grand nombre. Les protestants allemands étaient intéressés par ces chrétiens qui ne reconnaissaient pas l'autorité de Rome et qui leur semblaient plus proches d'un christianisme primitif qu'eux aussi essayaient de retrouver. Mais ceux-ci, à commencer par Luther lui-même et Mélanchthon, se rendirent rapidement compte, ne serait-ce qu'à cause du problème des images, de cette fausse proximité donnée par la commune hostilité à l'autorité pontificale. L'intérêt pour le monde byzantin dépassa pourtant le cercle protestant, même s'il faut rappeler que Hieronymus Wolf, la principale figure de ceux qui éditèrent des textes byzantins dans l'Allemagne du XVI^e^ siècle, était un élève de Mélanchthon.

Comme pour l'Allemagne du XVI^e^ siècle, l'intérêt pour Byzance dans la France du XVII^e^ siècle était lié à des considérations d'actualité, mais elles sont d'ordre politique et non plus religieux. Ce n'est pas un hasard si le pouvoir royal a financé la vaste entreprise d'édition, connue sous le nom de « Byzantine du Louvre ». Si, dès le XVI^e^ siècle, des rois de France rappellent leurs prétentions impériales, qu'ils font remonter aux empereurs latins de Constantinople, dont un Valois s'était proclamé l'héritier après la reconquête de Constantinople par Michel VIII en 1261, cet aspect de la diplomatie française était devenu beaucoup plus insistant sous Louis XIV qui en jouait dans le cadre de sa rivalité avec les Habsbourg. Charles Ducange, la figure la plus importante du groupe d'érudits qui participait à cette entreprise, n'a pas manqué, dans sa préface à son *Histoire de l'empire de Constantinople sous les empereurs français*, publiée en 1657, de rappeler à Louis XIV que le trône de Constantinople lui revenait de droit. Certes l'appui politique n'a pu être efficace que grâce à l'existence d'un groupe d'érudits prêts à s'investir dans cette tâche et dont l'un, qui était d'ailleurs un grec, Léon Allatius,